

Les projets de **transformation urbaine** détruisent les espaces de vie du quartier, en créant de grands espaces dégagés où tout est cadré, aseptisé ou commercial (par ex. quais, ancienne Fosse aux ours).

L'augmentation du **coût de la vie** - hausse des loyers, stationnement payant partout, immeubles de haut standing, implantation de bars et commerces visant une population aisée - pousse les populations modestes à quitter le centre ville.

Des **populations** sont considérées comme **indésirables** et déplacées au moyen de pression policière et d'arrêtés municipaux : Roms, travailleuses du sexe, personnes sans papiers, squatteuses-eurs, chibanis ... , pendant que la ville vend une image multi-culturelle de la Guillotière.

Sécurité et répression : commissariat place Bahadourian, bouclage de la place du pont, contrôles au faciès, vidéo-surveillance, réglementation de la consommation d'alcool sur les quais... Cette forte présence policière s'auto-justifie : « si les policiers sont là, c'est qu'il y en a besoin » . Avec cette logique, il n'y en aura jamais assez!

La politique "**Ville propre**" (brigades anti-affichage libre, anti-tags, anti-crottes) s'accompagne de dispositifs de gestion et de contrôle de l'espace public ("mobilier urbain" : barrières, poteaux, nouveaux parcs), contribuant à son **aseptisation**. Les moments conviviaux et festifs sont limités à des lieux payants (boîtes de nuit, terrasses, bars). Il est impossible de vivre librement l'espace public.

Si l'on ne se sent pas forcément visé-e par toutes ces actions des pouvoirs publics ou immobiliers, elles participent toutes de la même logique de transformation et de suppression des quartiers populaires de centres-villes. A qui profitent ces changements? Quelle liberté, quelle sécurité et quel confort nous propose-t-on? Que voulons-nous ?